



Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS ETCHEVERRY-MINDURRY

Route Départementale 254
64200 Bassussarry

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 17 novembre 2025, de l'établissement exploité par la société ETCHEVERRY-MINDURRY et implanté Route Départementale 254 sur la commune de Bassussarry. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un transfert transfrontalier de déchets à destination de l'Espagne contrôlé par la Guardia Civil.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SAS ETCHEVERRY-MINDURRY
RD 254 – 64200 Bassussarry
Code AIOT dans GUN : 0005211607
Régime : Déclaration avec Contrôle périodique
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- transfert transfrontalier de déchets, documents administratifs,
- registres des déchets entrants et sortants.

Présentation de la société

Les activités exercées par la société ETCHEVERRY-MINDURRY, depuis 2018 sur son site de Bassussarry, sont les suivantes :

- le regroupement, le transit et le tri de déchets non dangereux en provenance d'entreprises locales,
- le regroupement, le tri et la préparation en vue d'une réutilisation de déchets non dangereux non inertes (plâtre, déchets verts, etc.),
- le transit et le tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (essentiellement des gravats et des matériaux en provenance de chantiers).

Les déchets sont principalement collectés dans des bennes installées sur les sites des entreprises clientes. Les bennes sont amenées sur le site de l'entreprise ETCHEVERRY-MINDURRY où ils supportent un premier tri au grappin, avant d'être expédiés soit vers des filières de valorisation, par type de déchets, soit pour enfouissement.

Certains exutoires de l'entreprise ETCHEVERRY-MINDURRY sont situés en Espagne.

Situation administrative

Le site bénéficie de la preuve de dépôt n° 2016/0341 du 5 août 2016. Les activités exercées par la société ETCHEVERRY-MINDURRY relèvent du régime de la déclaration au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité de l'installation	Classement
2714.2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 1 000 m³.	230 m³	Déclaration
2716.2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 100 m³, mais inférieur à 100 m³.	210 m³	Déclaration soumis à Contrôle périodique
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit est inférieure à 5 000 m².	< 5 000 m²	Non Classé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Transfert transfrontalier de déchets	Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Annexe IB et annexe II	Demande d'action corrective <i>Vérifier la validité des documents accompagnant les transferts</i>	15 jours
2	Traçabilité des déchets – Tenue du registre des déchets entrants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1	Demande d'action corrective <i>Mentionner tous les éléments devant figurer dans le registre</i>	15 jours
3	Traçabilité des déchets – Tenue du registre des déchets sortants	Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 2	Demande d'action corrective <i>Mentionner tous les éléments devant figurer dans le registre</i>	15 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À la suite d'un contrôle réalisé lors d'un transfert transfrontalier de déchets vers l'Espagne il s'avère que les documents accompagnant le chargement comportent des erreurs.

La tenue du registre des déchets entrants et des déchets sortants n'est pas totalement conforme à la réglementation. Certains éléments sont manquants ou manquent de précisions. Il est attendu une action corrective de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transfert transfrontalier de déchets – Procédure de notification

Référence réglementaire : Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006, Annexe I.B et Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Document d'accompagnement des transferts transfrontaliers relevant de la procédure de notification. ANNEXE I.B (CERFA n° 14131*01) ANNEXE II Informations et documents accompagnant la notification Partie 1 : Informations à mentionner ou à joindre au document de notification : 1. Numéro de série ou autre type agréé d'identification du document de notification et nombre total de transferts prévus. [...]
Constats : <u>Situation administrative vis-à-vis des transferts transfrontaliers de déchets (TTD)</u> L'exploitant exporte 2 types de déchets vers l'Espagne : <ul style="list-style-type: none">• des déchets de bois sous le code 19 12 07<ul style="list-style-type: none">◦ l'exploitant bénéficie du consentement n° FR 2025 064016 délivré par le PNTTD en date du 5 août 2025, valable du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026, pour un total annuel de 2 250 tonnes.• des déchets provenant du traitement mécanique des déchets sous le code 19 12 12<ul style="list-style-type: none">◦ l'exploitant bénéficie du consentement n° FR 2025 064015 délivré par le PNTTD en date du 6 juin 2025, valable du 6 juin 2025 au 31 mai 2026, pour un total annuel de 9 000 tonnes.

- pour ce type de déchets, l'exploitant bénéficiait du consentement n° FR 2024 064014 délivré précédemment par le PNTTD en date du 6 juin 2024, valable du 6 juin 2024 au 31 mai 2025, pour un total annuel de 8 000 tonnes (consentement échu).

Contrôle réalisé par la Guardia Civil en date du 23 septembre 2025

Un chargement de déchets provenant du traitement mécanique (19 12 12), ayant pour origine les installations de Bassussary, à destination de la société EKOTRADE en Espagne, a été contrôlé par la Guardia Civil au péage d'Irun le 23 septembre 2025.

Le PV établi par la Guardia Civil mentionne que les déchets transportés ne correspondent pas aux déchets visés dans la procédure de notification dont bénéficie l'exploitant.

L'annexe I.B du Règlement européen n° 1013/2006 du 14 juin 2006 accompagnant le chargement fait référence au consentement n° FR 2024 064014 délivré par le PNTTD, valable du 6 juin 2024 au 31 mai 2025, échu à la date du contrôle.

Le numéro du transfert mentionné est : 87/400.

Visite d'inspection en date du 17 novembre 2025

Lors de l'inspection menée sur les installations de la société ETCHEVERRY-MINDURRY, l'exploitant précise qu'il bénéficie, à la date du contrôle réalisé le 23 septembre 2025, d'un consentement délivré par le PNTTD en cours de validité (FR 2025 064015) et que la référence au précédent consentement (échu) provient d'une erreur de retranscription sur le CERFA accompagnant le chargement.

L'exploitant présente en séance le document de consentement en cours de validité.

L'exploitant précise, qu'après le contrôle du chargement, il a transmis à la Guardia Civil des précisions et des éléments complémentaires sur le transfert.

Selon lui, compte tenu des précisions apportées, la Guardia Civil n'a pas donné de suite au contrôle et a laissé repartir le chargement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de la complétude et de la validité des informations mentionnées sur les documents accompagnant les transferts transfrontaliers de déchets, notamment les éléments figurant à l'annexe I.B (n° de notification en cours de validité, n° du transfert / nombre total autorisé, etc.).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Traçabilité des déchets – Tenue des registres de déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 1

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;

<p>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m³ ;</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p><u>Déchets entrants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • la rubrique « dénomination » est libellée « TypeDNDentre » dans le registre, • tous les types de déchets sont précédés du terme « traitement », • la rubrique « établissement expéditeur » n'est pas présente, il n'est pas possible de faire, si besoin, la différence entre l'établissement producteur du déchet et l'établissement expéditeur, • le numéro SIRET du transporteur est parfois absent, • le numéro de récépissé de déclaration de transport de déchets, délivré à l'entreprise de transport, est parfois absent, • le seul code de traitement des déchets indiqué est R13 (stockage des matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste), ce code est un code provisoire.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de tenir le registre des déchets entrants conformément à la réglementation en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renommant la rubrique « dénomination » de son registre, • supprimant le terme « traitement » devant tous les types de déchets, • mentionnant le code de valorisation effectivement mis en œuvre par la suite parmi les codes de R1 à R12, plutôt que le code provisoire R13.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets – Tenue des registres de déchets sortants

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 mai 2021, Article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p>

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du Code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du Code de l'environnement et R. 1335-4 du Code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

Déchets sortants

- la désignation du déchet est reprise dans la colonne nommée « description déchet expédié »,
- sur de nombreuses lignes le type de déchets est précédé du terme « traitement », les précisions concernant le traitement des déchets sont attendues dans une rubrique dédiée (colonne code traitement),
- la codification des déchets en « 19 12 » (déchets provenant du traitement mécanique des déchets – par exemple, tri, broyage, compactage, granulation – non spécifiés ailleurs) prévoit des sous-rubriques :
 - 19 12 01 : papier et carton,
 - 19 12 02 : métaux ferreux,
 - 19 12 03 : métaux non ferreux,
 - 19 12 04 : matières plastiques et caoutchouc,
 - 19 12 05 : verre, etc.

or seule la sous rubrique 19 12 12 (autres déchets – y compris mélanges – provenant du traitement mécanique des déchets) est utilisée,

- le code du traitement du déchet qui va être opéré est souvent absent,
- lorsqu'il est mentionné, le seul code de traitement utilisé est le code R13 (stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R1 à R12).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir le registre des déchets sortants conformément à la réglementation, notamment en faisant figurer le code déchet et le code valorisation les plus précis possibles.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 15 jours